

# Revue HoPE

## Les regroupements de femmes (*Tékèrèni*) : un espace d'émancipation économique « par excellence »

Fatoumata COULIBALY <sup>a,b†</sup>

a. Faculté d'Histoire et de Géographie / Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, Mali

b. Laboratoire Mixte International - MaCoTer (ULSHB, USJPB, USSGB, IRD).

### Résumé

Cet article se propose d'interroger ce paradoxe, où l'agilité sociale que les femmes déploient au quotidien se traduit généralement par une promotion sociale, c'est-à-dire une autonomie – au Mali, dans la langue véhiculaire qu'est le bamanankan, on utilise ici le terme *yereta*, qui signifie littéralement « se prendre soi-même [en charge] » –, et non une émancipation de soi. C'est dans cette oscillation entre autonomie possible et émancipation proscrite que l'on analysera la manière dont les femmes exercent simultanément leur identité de genre (*musoya*) et leur autonomie (*yereta*) au sein de cet espace féminin que les femmes nomment *Tékèrèni*. *Tékèrèni* signifie littéralement en bamanankan "applaudir". Une forme de regroupement appelée *mùso-ton*, dans lequel de nouvelles identités féminisées sont produites. Dans cet espace où les femmes déploient tant leurs imaginaires que leurs pratiques, on s'attachera à montrer comment les femmes se construisent économiquement dans cet espace et avec quelles stratégies ? Dans ce questionnement sur le *yereta*, le terrain va servir de référence pour analyser, identifier ces lieux matériels et symboliques sur lesquels les femmes se construisent socialement et économiquement. Et, la multiplication des pratiques différenciées des femmes dans ces différents lieux interroge les logiques d'émancipation partiellement autonome des femmes. Les résultats du terrain ont montré que *Tékèrèni* sécurise socialement les femmes et leur aide à transformer leurs actions en capacité techniques et opératoires. Il produit aussi de nouvelles normes en termes d'éthique et de valeur par rapport à la société globale. Par exemple, le mode de fonctionnement de *Tékèrèni* à travers le choix de la présidente, au moment du paiement de sa cotisation, les sanctions internes, les règles de répartition des bénéfices (*tono*), le mode d'adhésion sont autant de paramètres permettant de comprendre les logiques d'émancipation internes et peu visibles du point de vue des normes des plaidoyers internationaux, à travers les pratiques innovantes d'autonomisation des femmes.

© Revue HOPE, tous droits réservés

**Mots clés : Femme, émancipation, autonomisation, normes sociales, identité féminine.**

### Abstract

This article examines this paradox, whereby the social agility implemented by women on a daily basis generally translates into social promotion, that is autonomy - in Mali, in the local language that is Bamanankan, we use the term *yereta*, which literally means "to take charge of oneself" - and emancipation. It is in this swing between possible autonomy and a forbidden emancipation that we will analyze the way in which women simultaneously exercise their gender identity (*musoya*) and their autonomy (*yereta*) within this feminine space that women call *Tékèrèni*. *Tékèrèni* literally means "to applaud" in Bamanankan. It is a form of grouping called *mùso-ton*, in which new feminine identities are produced. In this space where women combine imaginations and practices, we will endeavor to show how women construct themselves economically and which strategies they use to attain this goal? In this questioning of the *yereta*, the field will serve as a reference point to analyze and identify the material and symbolic places in which women construct themselves socially and economically. Therefore, the multiplication of women's differentiated practices in these different places questions the logics of women's partial self-assertion and emancipation. Data from the field investigation show that *Tékèrèni* provides women with social security and helps them transform their actions into technical and operational capabilities. It also generates new standards in terms of ethics and values in relation to global society. For example, the way *Tékèrèni* functions, from the selection of the Chairwoman, the payment of membership fees, to established sanctions, rules for the distribution of benefits (*tono*) as well as membership procedures, constitute important parameters that enable us to understand the internal emancipation logics embedded in *Tékèrèni* that may not be perceived from the perspective of international advocacy standards, regarding women's innovative practices of empowerment.

© Revue HOPE, all right reserved

**Keywords: Woman, emancipation, empowerment, social norms, feminine identity.**

† Auteur correspondant : Dr Fatoumata Coulibaly, [coulifatou85@gmail.com](mailto:coulifatou85@gmail.com)

Article reçu le : 15/08/2023, Version corrigée reçue le 10/12/2023, Accepté le 19/12/2023.

## 1. Introduction

Dans un contexte de crises (politique, sociale, institutionnelle et surtout économique), les femmes se voient obliger de contribuer à la survie de leur foyer à travers des activités, même si les pratiques matrimoniales laissent peu de place à l'autonomisation des femmes.

Dès les années 1980, aux crises démographique et écologique s'ajoute la crise de l'état, appauvri et endetté, et les politiques d'ajustement structurel imposées par des institutions internationales, le FMI et la Banque Mondiale. L'exigence par les bailleurs de fonds pour plus de démocratie conduit la plupart des Etats africains à s'engager dans des politiques de réforme politico-administrative (inspirées de modèles occidentaux) et territoriale.

Le programme d'ajustement structurel propose des mesures de redressement financier qui pousse les Etats vers la privatisation des sociétés nationales, le désengagement partiel de l'Etat dans les secteurs de l'éducation et la santé. Cela a eu comme conséquence, la réduction de l'effectif des travailleurs dans la fonction publique. Face à l'échec de ce programme porté par la BM et le FMI, les mêmes institutions internationales lancent un nouveau concept appelé « bonne gouvernance », à la suite de l'étude sur la crise et la croissance durable en Afrique sub-saharienne. En dépit des mesures prises pour relancer l'économie, les besoins des populations à la base, notamment les femmes ne sont pas suffisamment prises en compte. Ainsi, elles se tournent vers des institutions de microfinance pour créer une activité génératrice de revenus.

Au Mali, « les activités de microfinance ont démarré avec les caisses villageoises d'épargne en 1986 et suivie de *kafo Jiginew* en 1987 dans la zone cotonnière. C'est plus tard, en 1990 que fut créé de nombreuses institutions de microfinance sous l'impulsion des bailleurs tels que : Agence Française de Développement (AFD) – Agence canadienne de développement international (ACDI) – Banque Mondiale et leur formalisation à travers un cadre juridique » (Gorse, 2008).

Longtemps, les femmes ont été écartées des espaces de prise de décision à cause des considérations culturelles produites voire reproduites par la société. Conscientes de leur limite sans ressource financière, elles se sont organisées grâce à un intellectuel organique (technicien agro-pastoral de formation et francophone) qui va chercher dans ses ressources internes des éléments pour mettre au service du champ associatif. Il arrive à modifier complètement le dispositif interne de Tékéréni à travers des logiques de séminaires.

Dans un contexte malien, où la logique sociale fait que les femmes créent elles-mêmes de multiples occasions pour se retrouver, Tékéréni est devenu important en termes de structuration. Le schéma classique revient à rendre visite à tous les membres de l'association ou du groupe d'amis. Le maintien du réseau permet à celles-ci de se connaître, de mener des débats sur un problème de société et le comportement observé dans ce type de rencontre s'inscrit dans les règles du « *jàtigiya* » litt. (« hospitalité ») formelle que l'on retrouve au Mali et ailleurs.

À la suite d'une revue de la littérature sur cet objet scientifique, les enquêtes de terrain avaient pour objectif général, d'interroger la singularité des femmes, au-delà des contraintes qui les conditionnent socialement, à travers leur capacité de prendre des initiatives, et à formuler des stratégies d'autonomie. C'est ainsi qu'une attention a été portée aux informations, notamment les logiques internes d'autonomisation des femmes pour comprendre la question de l'émancipation posée dans ce travail. Si la question de l'autonomie permet aux femmes de garder une certaine distance vis-à-vis des maris, le choix a été fait de ne pas perdre de vue la manière dont les femmes se représentent elles-mêmes dans une société peu émancipée, dont les règles sont dictées tantôt par la tradition, tantôt par le religieux. Comment elles négocient leur individuation dans une société qui leur refuse ? Quelles ressources disposent-elles pour le faire ? Quelles stratégies et quelles formes de résilience sont déployées par elles dans l'espace de la tontine Tékéréni pour leur propre sécurisation ?

Le choix de la ville de Kayes comme terrain se justifie d'abord par son statut de capitale régionale. Celui-ci lui confère en effet une visibilité et une dynamique particulière sur les conditions de la femme au Mali, et les pratiques développées par elles, facilitera le recueil des données et les entretiens. La commune urbaine de Kayes offre non seulement l'avantage d'être la capitale régionale, mais aussi, un territoire dont la renommée s'est construite autour de l'apport de la Diaspora, et qui permet de rendre compte du statut et de l'engagement des femmes dans ce territoire à travers leur appui financier.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Démarche méthodologique**

Dans la commune urbaine de Kayes, l'enquête de terrain s'est étendue sur l'année 2020. Bien avant mon arrivée sur le terrain, j'avais identifié quelques tontines grâce à des contacts. N'ayant pas sollicité l'appui d'un assistant de recherche, j'ai négocié moi-même ce terrain. La tâche m'a été facilitée par le fait d'être femme dans un milieu de femmes. Aussi, j'ai eu accès à cet espace qui est fermé aux étrangers grâce à une femme très influente.

### **2.2. Présentation de la zone d'étude**

La commune urbaine de Kayes est divisée en entités territoriales appelées quartiers (Figure 1). Au-delà du découpage administratif, la véritable dimension spatiale retient l'échelle du quartier, élément essentiel de la territorialité des citoyens. Ainsi, les représentations sociales comme les associations/tontines, les comités de quartiers se focalisent autour de lieux symboliques servant de points nodaux dans lesquels l'individu esquisse sa propre perception de la localité (territorialité) selon la définition de Guy Di Méo. Cela peut-être des éléments physiques (des collines), des lieux publics et symboliques (mosquée/église) ou encore des lieux privés (cour privée). Les quartiers de la commune urbaine de Kayes (Figure 1), sont porteurs de transformations urbaines visibles à travers les actions soutenues par les femmes notamment, les journées dédiées à l'assainissement de la ville.

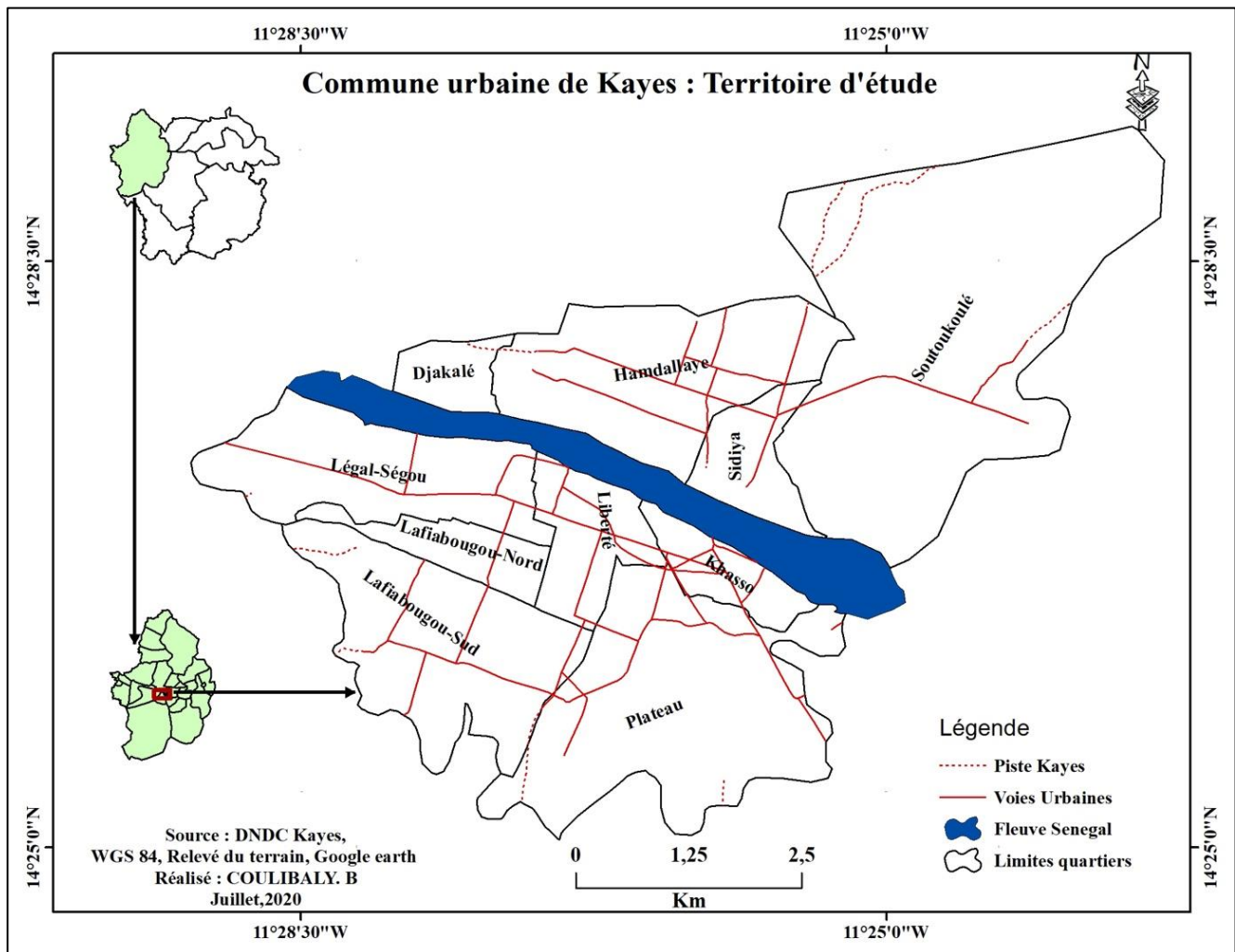


Figure 1: Carte de localisation de la commune urbaine de Kayes

### 2.3. Données utilisées, méthodes de collecte et de traitement

Les premiers entretiens avec les femmes ont permis de décrire l'organisation spatiale des lieux de Tékéréni et aussi les pratiques féminines élaborées au sein de cette sphère féminine. Vingt (20) personnes ont constitué notre échantillon.

Il s'agit de :

- 10 femmes mariées ;
- 1 femme célibataire ;
- 1 femme divorcée ; et 2 veuves.
- 6 hommes (formateurs de Tékéréni).

Ces acteurs ont été choisis grâce à mon réseau personnel. Je me suis également entretenue avec d'autres personnes dont leurs noms revenaient au cours de l'enquête sans forcément les citer ici. Cette façon de constituer l'échantillon a permis non seulement d'avoir des contenus de discours riches mais aussi très variés notamment sur l'usage que font les femmes de leur argent. Toutes ces femmes ont été rencontrées soit à domicile ou à leur lieu de travail. Elles sont réparties entre les quartiers : Khasso, liberté, plateau nord, Lafiabougou sud, Hamdallaye Légal-Ségou et Sidiya.

Elles sont soit épouses et mères, maîtrisant peu le français, d'où le choix de faire les entretiens en bamanankan (langue parlée par 80% de la population malienne). Les entretiens ont ensuite été transcrits et traduits en français. Cette transcription a permis de mettre en exergue des mots clés et/ou expressions fortes qui revenaient le plus souvent dans le discours des femmes.

Le second choix a été d'interroger les hommes pour appréhender la question de l'autonomisation de la femme. Il s'agit des formateurs de la tontine Tékéréni. A la question : pourquoi les femmes revendiquent le *yereta* ? Ces formateurs répondent que dans un contexte malien où la visibilité publique des femmes apparaît comme contraire aux normes fondant les rapports de genre (sacralisation de la femme), celles qui arrivent à s'imposer économiquement cherchent simplement une intelligibilité sociale.

Pour les entretiens, il fallait passer par les présidentes des Tékéréni, suivant la méthode boule de neige, pour m'entretenir avec celles qui sont peu visibles dont leurs pratiques sociales ne sont guère différentes de celles des présidentes. En plus des entretiens, j'ai fait recours à l'observation pour décrire l'environnement dans lequel les femmes se rencontrent pour échanger sur leur vie de femme et aussi, débattre des problèmes auxquels le pays est confronté. Cela a permis de suivre quelques-unes dans leur quotidienneté afin d'analyser les possibilités qui leur sont offertes pour s'autonomiser. S'il est vrai que les pratiques des femmes se jouent dans l'espace du « dedans » (Boutefnouchet, 1980), il était nécessaire de procéder à une spatialisation des lieux investis par celles-ci. Pour le faire, j'ai utilisé le « GPS Compass Navigator ».

Le choix de l'application est lié à son accès libre d'une part, et la possibilité de transférer les données de terrain sur un logiciel de cartographie appelé ArcGIS d'autre part. A partir de l'application, j'ai pris les coordonnées géographiques des lieux où se tenaient les réunions des femmes. Les cartes réalisées à partir des données géographiques ont permis de repérer les conditions d'occupation de l'espace et les relations au territoire qui lient les pouvoirs publics aux femmes. Si une partie de cette géographie du genre concerne les espaces domestiques (privée, cour des concessions, etc.), la dimension publique de la femme implique aussi son expression dans l'espace public. Or, faute de structures les accueillant dans l'espace public, les pratiques quotidiennes des femmes sont largement présentes dans les lieux publics : la rue d'abord (baptêmes, mariages), les places ensuite (prêches, animations prosélytes, etc.), les stades enfin, pour les cérémonies les plus importantes notamment le *Maouloud* (la grande fête populaire des musulmans qui est la naissance et baptême du prophète Muhammad).

A partir des données du GPS, le logiciel ArcGIS a créé une distance appelée distance standard qui a permis de mesurer la compacité d'une distribution qui résulte une valeur unique et représenté par la dispersion des entités (Tékéréni) autour du centre. Cette compacité des entités (Tékéréni) représentée sur une carte a permis au logiciel de tracer un cercle de rayon égal à la valeur de la distance standard. L'outil crée ainsi un polygone (Figure 2). Pour identifier ce point nommé « point central », j'ai calculé l'ellipse de l'écart type en utilisant les emplacements des entités (Tékéréni) et les emplacements influencés par une valeur attributaire associée aux coordonnées géographiques (x, y). Cette méthode est appelée ellipse de l'écart type pondérée. Enfin, la création de l'ellipse de l'écart type permet de récapituler les caractéristiques spatiales des entités géographiques à savoir : tendance centrale, dispersion et tendances directionnelles, appelée *distance directionnelle* (Figure 2).

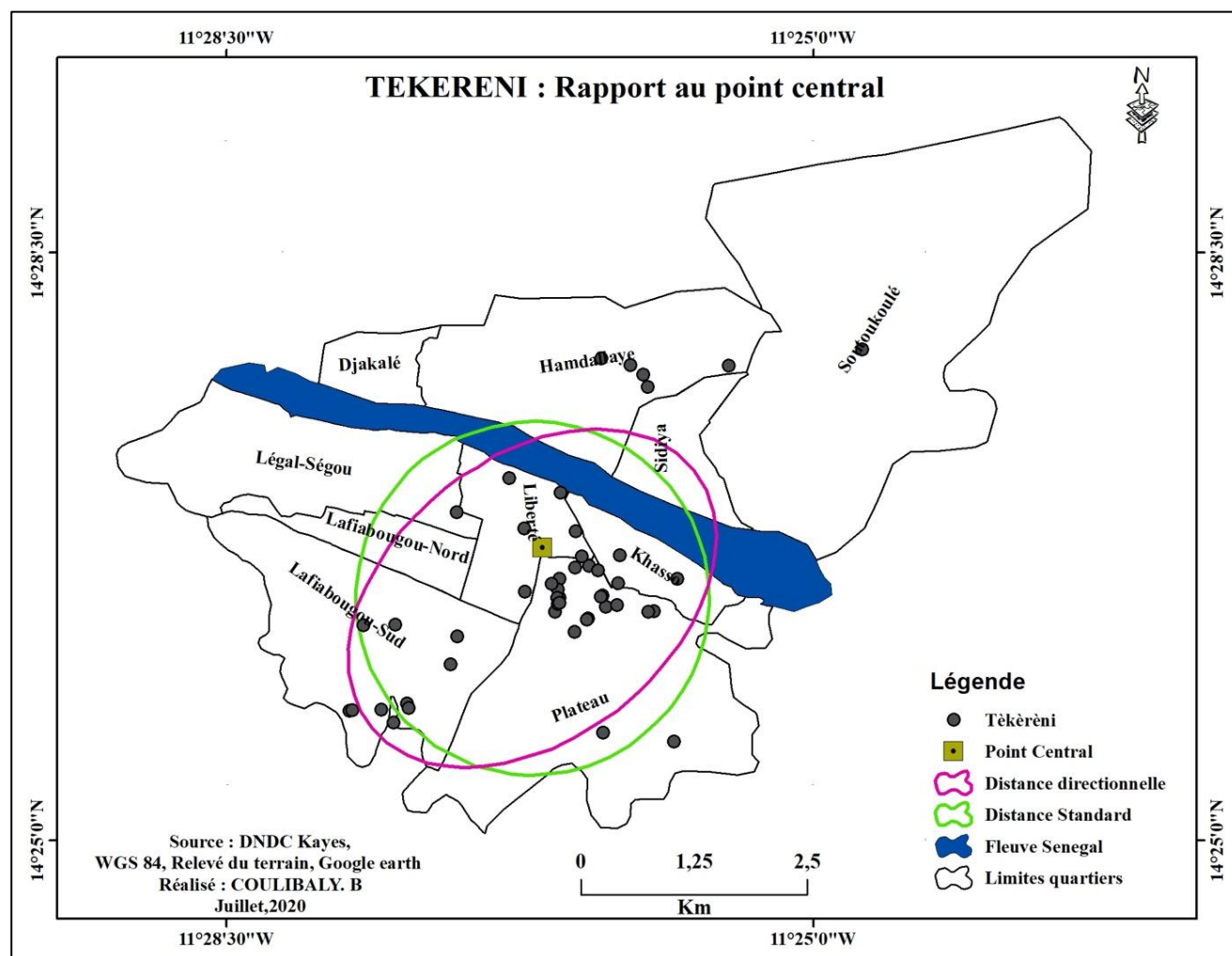


Figure 2: Rapport au point central de Tékèrèni

Il est important de préciser que, c'est à partir de la corrélation de plusieurs données (sociale et économique) que le logiciel a identifié le point central parmi tous les Tékèrèni rencontrés (au nombre de 40) dans la commune urbaine de Kayes. Si, dans un rapport centre/périphérie, la centralité de Tékèrèni est définie en fonction de la distance directionnelle et la distance standard (Figure 2), elle l'est aussi grâce à l'appropriation des règles fixées par les femmes. Au final, cette spatialisation a permis d'avoir des éléments de contexte sur les raisons qui conduisent les femmes à revendiquer une autonomisation plutôt qu'une émancipation. Enfin de compte, les rapports de ces femmes à l'espace s'inscrivent dans la construction de leur visibilité.

Tableau 1: caractéristiques des données utilisées

Type	Données	Sources	Date	Echelle
Carte de Plan	Archives	DNDC, Kayes	2020	1/50000
Carte	TIF	IGM	1998	1/9000
Carte	SHP-Mali	MDRI, WGS1984 200k	2016	1/200000

Source : DNDC, IGM et MDRI-WGS1984-200k

## 2.4. Les matériels utilisés

- Le logiciel ArcGIS, pour le stockage, l'organisation, l'analyse et le traitement des données obtenues, ainsi que l'élaboration des cartes thématiques.
- Un GPS Compass Navigator pour relever les coordonnées géographiques des lieux où se tiennent les activités de Tékéréni ;
- Google Earth, version 2020 pour la numérisation des différentes entités géographiques (points, lignes et surfaciques)
- Sphinx, pour la saisie du questionnaire et SPSS (logiciel d'analyse statistique) pour le traitement des données quantitatives de terrain.

## 3. Résultats

### 3.1. Distribution géographique de Tékéréni

Si les femmes parviennent à se distancier des contraintes sociales qui pèsent sur elles, c'est parce qu'elles mobilisent des ressources (intellectuelle, humaine, économique, symbolique etc.) tout en restant dans l'espace du domicile pour négocier les rapports sociaux de genre. Même si cela peut paraître paradoxale voire antinomique vis-à-vis des principes d'égalités de genre et des droits des femmes portés par la société civile, les femmes maliennes s'émancipent dans cet espace privé, du « dedans » qui les conditionne socialement ; et où elles élaborent des stratégies en termes de sécurisation et d'autonomie. A partir de là, l'espace devient un produit des sociétés qui y vivent et se le représentent, qui le construisent, l'aménagent, se le disputent parfois. Existe-t-il une logique pour mieux saisir ce rapport sociétés/espaces dans le territoire de Kayes ? Dans quelle mesure les Tékéréni donnent accès à une autonomie ?

La carte ci-jointe montre que les territoires n'ont pas les mêmes distributions spatiales. Chose qui s'explique dans un premier temps par la sociologie des quartiers et les pratiques territorialisées de ces habitants. En effet, les quartiers tels que, Liberté, Khasso, Lafiabougou sud, Plateau nord ont une forte représentativité de Tékéréni (Figure 3) ; ce sont également des territoires constitués à 80% de commerçantes qui cherchent désespérément un emprunt pour pérenniser leur activité de commerce. Ceci est rendu possible grâce aux ressources de Tékéréni.

La rive droite, regroupant les quartiers comme Sidiya, Soutoukoulé et Djakalé a peu d'ancrage Tékéréni (Figure 3), du fait de la distance géographique et de la langue. Les habitants de ces localités sont peulhs et Songhaï et aucun formateur de Tékéréni n'est locuteur de ces deux langues. La barrière de la langue rend donc difficile l'appropriation des règles par les femmes. Quant à Hamdallaye, et malgré le fait qu'il soit un quartier résidentiel depuis peu, ces femmes ont choisi Tékéréni du fait de sa non reconnaissance juridique.

En s'attachant aux données de terrain, le point central se situe dans le territoire de liberté (Figure 3) dont le nom de Tékéréni est *jigi sèmè* (litt. « une aide, un appui et/ou un espoir »). *Jigi sèmè* est parmi les premiers Tékéréni créés dans le quartier de Liberté, et regroupe aujourd'hui plus de 100 femmes.

A sa manière, l'espace de Tékéréni donne la possibilité à tous ses membres d'avoir accès au crédit. La dimension financière est certes prioritaire dans Tékéréni, mais on s'interroge peu sur la manière dont ce crédit est utilisé par les femmes. Selon les formateurs de Tékéréni, le crédit permet aux femmes de se prendre en charge, ce qui a profondément modifié les conditions de vie des membres de ce groupement. Aussi, l'argent généré par Tékéréni a permis de redonner de la dignité aux femmes et de se soumettre librement au contrôle social qui les oblige un respect strict des normes (Friederike, 2006)

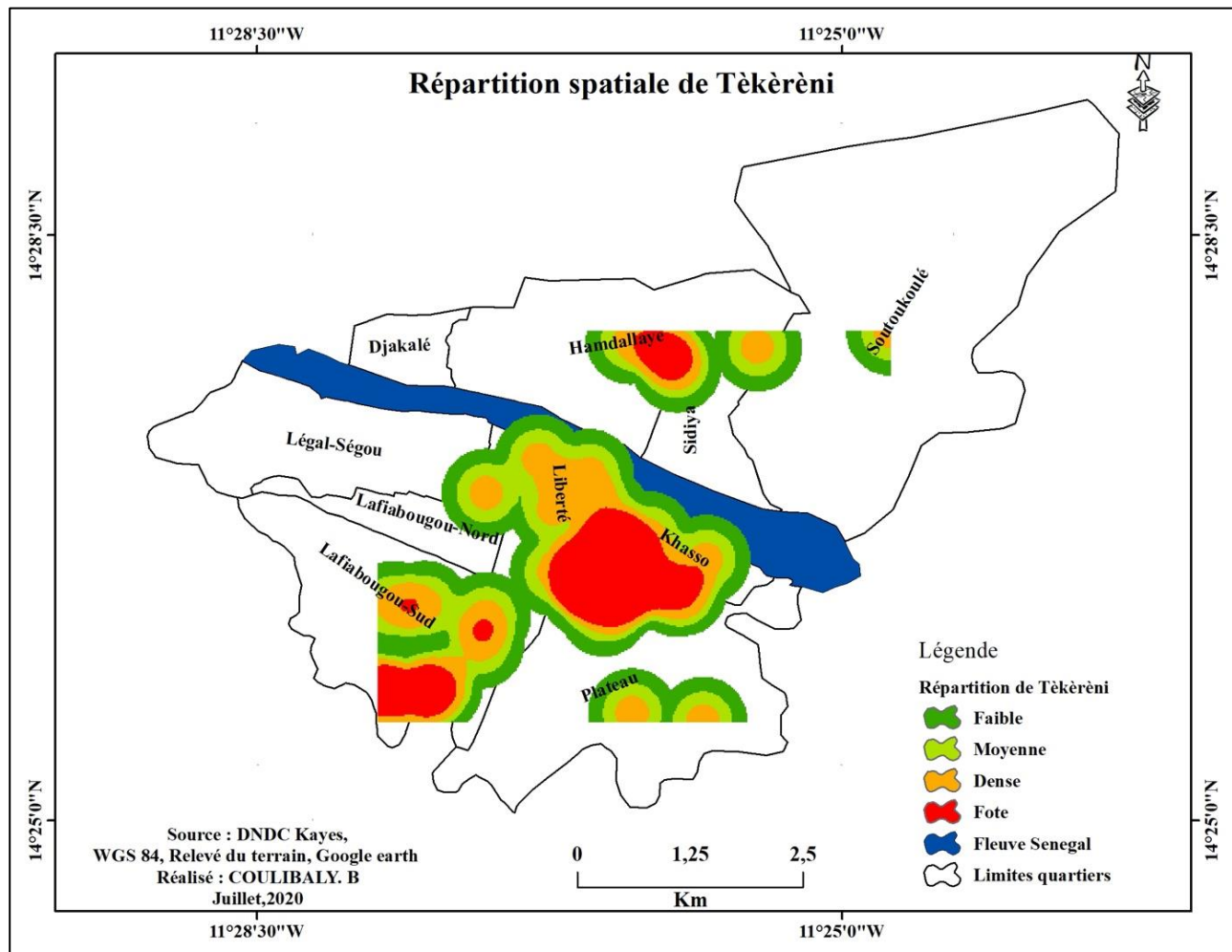


Figure 3 : Distribution spatiale de Tékèrèni

La reprise en main du statut social de la femme par l'argent, fait qu'elles s'imposent dans leur foyer comme les principales pourvoyeuses de revenus et certaines reprennent les prérogatives habituellement attribuées aux hommes. La prise de distance vis-à-vis du mari permise par le travail est bien perçue dès lors qu'elle s'applique à la famille. Aujourd'hui, entre domination masculine et stratégie féminine, le rôle socialement constitué pour les femmes est donc remis en cause du fait de leur émancipation économique.

Au regard des données de terrain, il ressort les éléments suivants : sur 2710 Tékèrèni que compte la commune urbaine (en 2020), 1767 sont répartis entre le territoire de Khasso, de Liberté, Plateau nord, Hamdallaye etc., comme montrer sur la figure n°3.

Pour la plupart de mes enquêtés, Tékèrèni est le cadre idéal pour les femmes qui ont moins de revenu de se lancer dans une activité. Aujourd'hui, grâce au Tékèrèni, les femmes Kayésiennes acquièrent une légitimité qui s'affirme dans l'espace public maintenue par un ancrage social et territorial qui se conforte de plus en plus dans leurs espaces d'expression. Au final, Tékèrèni fonctionne comme un réseau de sociabilité, une institution de microfinance et éventuellement comme tremplin pour la politique.



Photo 1– (ré)découpage d'un espace commun le temps de l'Assemblée de femmes

Source : cliché pris par F. Coulibaly, 2020 - Kayes.

L'occupation de la concession familiale par les femmes, le temps de la réunion fait apparaître différents circuits de connexion entre les membres de la tontine. Une forme de sociabilité se met en place, et celle-ci va progressivement épouser d'autres logiques d'organisation territoriale dictées par les stratégies féminines. Ce (ré)découpage de l'espace commun (Photo 1) par les femmes crée des supports territoriaux qui leur servent d'ancrage social.

Quelques minutes avant la réunion, le lieu est réaménagé en disposant des nattes et des chaises, lesquelles sont occupées par les femmes (Photo 1). Elles y sont le plus souvent disposées sous forme de cercle, avec un regard tourné vers le centre où s'asseyent généralement la caissière et la secrétaire. Il est vrai que l'espace de Tékéréni crée un cadre social d'une économie florissante, le dispositif de cette dynamique entièrement féminine visant l'obtention d'un statut d'émancipation économique concurrençant celui des hommes.

Il est nécessaire de rappeler que les *mùso-tɔn*, c'est-à-dire l'association de femmes mutualisant leurs ressources sous la forme de cotisations périodiques dont le total revient à tour de rôle à l'un des membres. Cependant, lors de ces rencontres, je m'aperçois qu'au moment où les femmes prennent possession de l'espace où elles se réunissent (la cour de la maison), les hommes se retirent pour attendre tranquillement à l'extérieur de la maison, autour d'un thé, à bavarder et/ou travailler. En réalité, l'endroit qu'occupent alors les hommes fait que ces derniers observent tous les faits et gestes des femmes et trouvent même des occasions (aller aux toilettes) pour « espionner » ce qui se passe chez les femmes. En fin de compte, ces espaces de sociabilité permettent aux femmes de se mettre temporairement à distance des attentes de la société et se tourner vers des pratiques pour une visibilité plus soutenue dans les lieux publics.

### **3.2. Tékéréni : s'agit-il d'une "tontine améliorée" de care, l'amélioration étant le fait de prêter, ce que ne font pas les *mùso-tɔn* traditionnelles ?**

Au regard du terrain, les femmes m'expliquent que pour faire face à leurs dépenses, elles pratiquent diverses activités comme la saponification, la teinture, ou la transformation des produits céréaliers (fonio

- couscous, oignons secs - tomates séchées). Ces activités restent très souvent pratiquées dans le cadre d'une économie informelle, car elles ont plus de difficultés à entrer dans le secteur formel plus lucratif, en partie par manque de scolarisation. La pluralité des choix en termes d'activité économique indique une dynamique qui n'est pas celle d'un développement linéaire et progressif, mais d'une réelle capacité des femmes à être autonome financièrement.

De même que la création de circuits financiers spécifiquement féminins et parfois le recours à diverses tactiques de ruse et de contournement, sont le seul moyen de réconcilier les injonctions contradictoires auxquelles les femmes sont confrontées. Par exemple, équilibrer un budget sans pour autant disposer d'un droit d'accès ; même si selon les contextes et les institutions en vigueur, cette injonction se manifeste de manière plus ou moins forte. Ces stratégies féminines témoignent aussi d'une complexité et d'une diversité tout à fait surprenante, y compris dans des contextes où les femmes sont supposées être exclues de toute gestion financière.

Aujourd'hui, « l'endettement des femmes est souvent considérable, mais difficile à reconstituer compte tenu de l'enchevêtrement de dettes et de créances dans lequel les femmes sont imbriquées. En effet, le financement des cérémonies donne également lieu à des « flux et reflux » de liquidités extrêmement complexes, entièrement maîtrisés par les femmes, et mettant en jeu des dons contre dons s'étalant parfois sur plusieurs générations » (Guérin, 2008).

Au-delà de l'enjeu sur le comportement social des femmes par la distribution sociale de l'agent, aujourd'hui, la recherche d'un *yereta* se traduit par des compromis souvent et peuvent entraîner même des frictions au sein de la famille.

Une enquêtée raconte que de nos jours, chaque femme doit pouvoir travailler, car l'homme seul ne peut et ne doit pas assurer les charges de la famille. Pour qu'une femme ait le respect et l'amour de son mari, et même de ses enfants, elle doit avoir une activité qui lui permet d'être autonome financièrement. Une femme doit pouvoir aider son mari dans les dépenses du foyer, avec beaucoup d'humilité et de modestie. Elle témoigne :

*« Mon travail d'aide-soignante me donne le yereta, j'en tire beaucoup d'avantages. Je ne dépends de personne même pas de mon mari. J'ai tout le temps mené des activités pour me prendre moi-même en charge. Je fais aussi du commerce, l'argent que je gagne, je l'utilise sur moi, mes enfants et mes parents. Je n'hésite pas à compléter le prix de condiment de mon mari. Grâce à ça, j'ai le respect et l'estime des autres femmes. Les gens ont même peur de dire ou de faire certaines choses à ma présence. Une femme ne doit pas tout attendre de son mari, cela diminue l'amour dans le foyer. Il faut savoir que les hommes ont d'autres soucis, la femme doit donc se débrouiller pour faire face à ses dépenses. J'ai pris une femme de ménage pour m'aider à la maison, et je me programme moi-même pour exécuter tout ce qui est de ma responsabilité ».*

Elle a acquis une honorabilité dans son mariage et au-delà, eu égard de l'usage qu'elle fait de son argent. Une autre déclare :

*« Je fabrique de l'attiéké, du savon pour vendre. Je fais aussi du commerce de poisson, et je vends de la friperie au marché. C'est mon mari qui m'a donné le fonds de démarrage pour mon activité liée à la poissonnerie. Chaque matin, je viens ouvrir la poissonnerie et vers 10h, je retourne pour m'occuper de la maison. En même temps, je me fais remplacer par mon mari au magasin. Vers 13h, je reviens et lui, il retourne à la maison. C'est ainsi que je fais pour entretenir la famille. J'ai aussi ma fille et ma nièce qui m'aident quand elles ne partent pas à l'école ».*

Si, dans le temps, les femmes sont identifiées dans leur espace de *sutura* (de retranchement) et confinées dans l'espace privé domestique, pour des raisons religieuses et sociales comme le montrent différents travaux, d'autres en revanche, (Bekkar, 1991 ; Rondeau, 1994), montrent qu'elles ont accès à l'espace public grâce à leur savoir-faire (Di Méo, 2011) et au salariat (Bourdarias, 2013) et se le sont approprié, notamment dans les quartiers : Liberté, Khasso, Lafiabougou sud, Plateau nord.

En écho à différents contextes, les femmes africaines en particulier maliennes revendiquent une émancipation au sens du *yereta* pour se construire socialement avant de s'afficher dans l'espace public.

Tékéréni a su s'innover grâce à la présence des formateurs d'une part, et de pouvoir prêter de l'argent, ce que ne font pas les tontines traditionnelles d'autre part. C'est en effet, une innovation issue d'une ONG américaine « Stop Sahel » autour du programme Épargne pour le Développement (EPC) qui vise le développement économique des femmes. Grâce à un homme, formé par cette ONG américaine, il a su transmettre aux femmes Kayésiennes des compétences et un savoir-faire pour une totale réappropriation des règles de cette ONG pour leur cause. Enfin, l'analyse des pratiques d'autonomisation des femmes montre ici une relation de genre assez intéressante qui amène à redéfinir à la question de l'émancipation de la femme malienne au-delà du discours des Nations-Unies.

## Discussion

L'analyse faite ici sur les pratiques quotidiennes et les stratégies d'autonomisation des femmes Kayésiennes, fait écho avec plusieurs travaux menés par Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calves, (2012) à travers l'analyse les obstacles liés à l'émancipation des femmes et les stratégies de contournement pour revendiquer une relative autonomie. De même Muriel Gomez-Perez (2018) qui montre qu'au-delà des normes sociales, les femmes transforment leurs contraintes (sociale, culturelle, économique) en opportunités. Aussi, Christine Verschuur qui cherche à comprendre en quoi les actions menées par les femmes intègrent ou non des préoccupations de transformation des rapports de genre. Enfin, Acacha (1999) sur l'économie solidaire, une clé pour l'émancipation économique des femmes.

## Conclusion

Tékéréni est aujourd'hui incontournable, car semble répondre aux besoins sociaux et économiques des femmes. Ce système tontinier est en dehors d'un contrôle étatique et para-étatique, voire par défiance vis-à-vis de celui-ci (Severt, 1990 : 279).

De plus, l'agentivité des femmes *par et avec* les tontines constitue donc, une stratégie intégrée aux réalités sociales et territoriales favorisant leur émancipation.

Si la conquête de l'autonomie peut faire penser que les femmes investissent *de facto* un espace public dédié à leurs actions, elles ont pour le moment choisi d'en rester dans le domicile, encouragé en cela par les hommes prônant la subordination et la domination masculine. Au final, tout le processus *d'empowerment* de la femme se construit dans cet espace typique invisible, appelé *sutura kène* (litt. « l'espace de ce qui est caché et inaccessible [pour les hommes] »), dans laquelle la femme se définit dans l'environnement socio-économique et religieux du quotidien.

Pour finir, lors des mobilisations de ressources, certaines femmes paient régulièrement leur tontine sans disposer d'une activité génératrice de revenu. Celles-ci arrivent facilement à créer des associations en termes de relais pour soutenir les projets de développement de la commune et comme enjeu politique. Toutefois, il y a lieu de relever que Tékéréni crée une compétition voire une tension sociale entre les femmes qui s'affirment plus dans les cérémonies sociales (mariages, baptêmes etc.). On est en face de luttes de pouvoir, dans laquelle les femmes prennent part. Au-delà de ces rivalités, elles arrivent à donner sens à leur engagement du quotidien à travers les regroupements qu'elles créent et animent dont la plupart s'inscrit dans une temporalité de l'espace, c'est-à-dire, un espace commun réapproprié par elles le temps de l'assemblée que la présidente convoque, et aussi la temporalité de leurs actions (Coulibaly, 2023, *sous presse*).

## Références

- Acacha, H. (1999). De l'économie solidaire au développement local : l'exemple des coopératives comme modèle perfectible, doctorant en développement régional, in *L'économie sociale en question : expériences et études de cas*, sous la dir. Carol Saucier, Université du Québec à Chicoutini, p. 7-24.
- Adjamagbo, A, Calvès, A-E (2012). L'émancipation féminine sous contrainte. *Autrepart*, vol.2, n°61, Editions Presses de Sciences Po, pp. 3-21 [En ligne, consulté le 22/12/2023 : <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2012-2-page-3.htm>]
- Bekkar, R. (1991). Espaces et pratiques des femmes à Tlemcen : un cas de développement, thèse de doctorat en Sociologie, sous la direction de Henri Raymond, de l'Université Paris 10, Nanterre.
- Bourdarias, F. (2013). Représentations du politique et usages du religieux au Mali », *Multitudes*, vol. 1 n° 52, pp. 9-15 [En ligne, consulté le 02/10/2019 : <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2013-1-page-9.htm>]
- Coulibaly, F. (2023). Qui sont-elles ? Récits de vie de femmes « ordinaires » dont leurs engagements dans l'espace privé ont permis de (re)questionner l'émancipation des femmes, *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement* (GEOTROPE), Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (sous presse).
- Di Meo, (2011). *Les murs invisibles. Femmes, genre et géographie sociale*. Paris, Armand Colin, coll. Recherches, p. 344.
- Feldman. N. (2018). *Migrantes : du bassin du fleuve Sénégal aux rives de la Seine*, Paris, La Dispute, pp. 206
- Gorse, F. (2008). Institutions de microfinance au Mali, Série Évaluation et capitalisation, n°14, juillet - [En ligne, consulté le 22/12/2023 : <https://www.oecd.org/countries/mali/42023029.pdf>]
- Gomez-Perez, M, (2018). *Femme d'Afrique et émancipation entre normes sociales contraignantes et nouveaux possibles*, Paris, Editions Kartala.
- Guerin, I. (2008). L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales, *Revue Française de Socio-Économie*, n°2, pp. 59-78. [En ligne, consulté le 22/12/2023 : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2008-2-page-59.htm>]
- Manga, C.T. (2011). Approches sociales et territoriales des communautés socio-religieuses à Dakar, thèse de doctorat en géographie, Université de Rouen.
- Rondeau, C. (1994). *Les paysannes du Mali. Espaces de liberté et changements*, Paris, Karthala.
- Stolleis, F., (2006). L'emprunt au féminin : réseaux de femmes et associations d'épargne à Damas, *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 115-116, décembre [En ligne, consulté le 02/10/2019 : <https://journals.openedition.org/remmm/3015>]
- Servet, J.-M. (1990). Les tontines, formes d'activités informelles et d'initiatives collectives privées en Afrique » in. M. Lelart, *La tontine : pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Paris, John Libbey Eurotext, pp. 267-279.
- Stolleis, F. (2006). L'emprunt au féminin : réseaux de femmes et associations d'épargne à Damas, *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 115-116, décembre [En ligne, consulté le 02/10/2019 : <https://journals.openedition.org/remmm/3015>]
- Verschuur, C. (2009). Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot genre dans le développement, in *Revue Tiers Monde*. n°200. p. 785-803 -[En ligne, consulté le 02/09/2022 : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-4-page-785.htm>]